



L'initiative d'Ecipop (Association Écologie et Population) « Halte à la surpopulation – Oui à la préservation durable des ressources naturelles » souhaite limiter la croissance démographique en Suisse et, parallèlement, encourager la politique familiale dans les pays en développement.

Cette initiative exige que la part de l'accroissement de la population résidant de manière permanente en Suisse qui est attribuable au solde migratoire n'excède pas 0,2% par an sur une moyenne de trois ans, soit environ 17'000 personnes. L'initiative poursuit un second objectif : consacrer 10% de l'aide suisse au développement à la planification familiale afin de contenir la croissance démographique dans les pays pauvres. Soit environ 200 millions CHF par an.

Cette initiative n'est pas compatible avec l'actuel accord sur la libre circulation des personnes et les relations bilatérales que la Suisse entretient avec les pays européens. Elle exige d'ailleurs que ces traités internationaux soient modifiés ou dénoncés dans un délai de 4 ans.

### **Point de vue environnemental**

Cette initiative n'aborde aucun problème écologiste, telles les énergies renouvelables ni aucune réflexion pour modérer notre utilisation du sol et de ses ressources. Elle ne fait que déplacer les problèmes au lieu de les résoudre.

Le plus grand problème environnemental de la Suisse, comme du reste de la planète, est son empreinte écologique, correspondant à 2,8 planètes. Son augmentation constante n'est pas due prioritairement au nombre d'habitants et à l'immigration, mais aux exigences toujours plus grandes de tout un chacun. C'est un problème de consommation.

### **Point de vue démographique et économique**

En exigeant que la part de l'accroissement de la population n'excède pas 0,2% par an, l'initiative d'Ecipop fixe arbitrairement un plafond rarement atteint dans notre histoire moderne, ne laissant aucune marge de manœuvre pour s'adapter aux cycles conjoncturels et à l'évolution démographique.

Seule une partie du contingent d'immigration permettra d'engager des travailleurs. En effet, toutes les personnes en provenance de l'étranger sont concernées, dès 12 mois de résidence, les Suisses qui reviennent au pays, le personnel diplomatique ainsi que les demandeurs d'asile en attente d'une décision. L'acceptation de cette initiative risque donc fortement de favoriser la précarité et le démantèlement social du point de vue de l'emploi. N'étant pas des résidents permanents, les frontaliers ne sont pas concernés par ce quota et l'on peut craindre le retour d'un statut de « saisonnier ».

Sans l'apport de nouvelles personnes ou à défaut d'une forte reprise de la natalité, nous assisterons à une accélération du vieillissement de la population mettant en danger le financement des assurances sociales, ainsi qu'à une stagnation économique, faute de forces vives.

### **Point de vue sur la planification familiale volontaire**

L'autre mesure de l'initiative d'Ecipop vise à encourager la planification familiale volontaire. Cette approche est irrecevable à plus d'un titre et relève d'une mise sous tutelle aux relents colonialistes. De plus, elle est inefficace et repose sur le vieux paradigme du contrôle des naissances dans les pays en voie de développement. Les champs d'action qui ont fait leurs preuves sont la santé, l'égalité des sexes et surtout l'accès à la formation des jeunes femmes. Les associations actives dans l'aide au développement sont unanimes à ce propos.

**En conclusion, cette initiative est extrême, rigide et inutile !**

*Michel Pomatto*